



1^{er} trimestre 2016 : la reprise se confirme

Après le rebond du trimestre précédent, la reprise de l'emploi se confirme. L'emploi salarié marchand progresse de 0,5 % au 1^{er} trimestre 2016. Seul l'intérim perd des emplois. Pour la 1^{ère} fois depuis 2011, l'emploi salarié marchand dans la construction augmente légèrement. Globalement, les évolutions sont à nouveau plus favorables dans la région qu'en moyenne nationale. Le taux de chômage se maintient dans la région à 8,8 %, la Bretagne restant toujours parmi les régions ayant le plus faible taux. Le nombre de demandeurs d'emploi se stabilise également. La reprise dans la construction se confirme pour le quatrième trimestre consécutif, aussi bien pour les permis de construire que pour les mises en chantier. Les créations d'entreprises sont à nouveau en hausse, alors qu'il y a toujours moins de défaillances. Enfin, la fréquentation touristique bénéficie de la douceur du climat au 1^{er} trimestre en Bretagne.

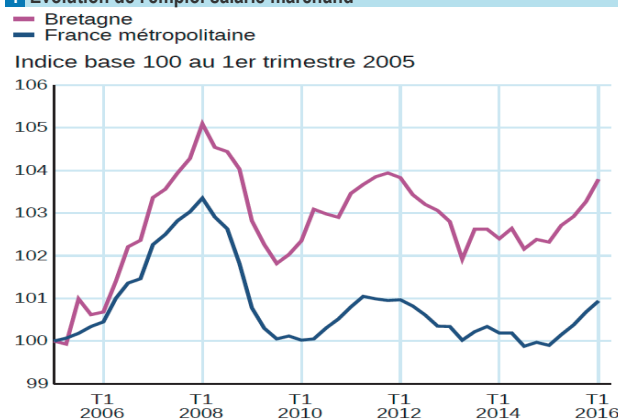
Hervé Bovi, Insee

Rédaction achevée le 11 juillet 2016

La reprise de l'emploi se confirme

En France métropolitaine, l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands confirme la reprise amorcée fin 2015 avec une hausse de 0,3 % au 1^{er} trimestre 2016 (*figure 1*). En Bretagne, l'augmentation est à nouveau plus marquée avec plus de 3 600 emplois créés (+ 0,5 %). Le commerce accentue sa progression du trimestre précédent (+ 0,8 %) et les services marchands évoluent toujours favorablement. L'industrie gagne également près de 700 emplois. Pour la première fois depuis 2011, l'emploi salarié croît légèrement dans la construction.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand



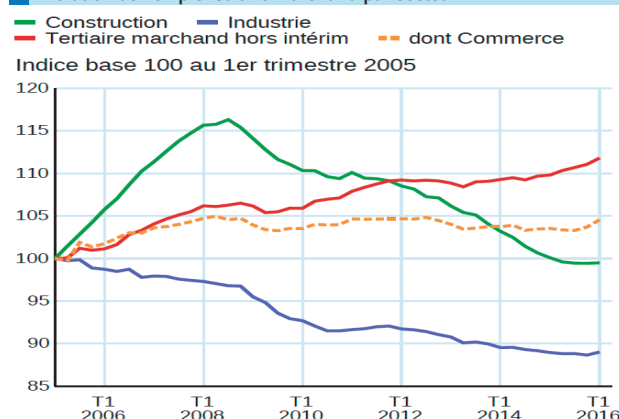
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles (données provisoires pour le 4^e trimestre 2015)

Source : Insee, estimations d'emplois

Dans les **services marchands hors intérim**, l'emploi progresse toujours. Il augmente de 0,6 % et le secteur gagne plus de 1 700 emplois au 1^{er} trimestre 2016 (*figure 2*). Près de 6 600 emplois sont créés dans le secteur en un an. L'emploi salarié est en baisse dans les transports et l'entreposage (- 0,5 %) après 4 trimestres de hausse, mais croît dans tous les autres secteurs. L'hébergement et la restauration profitent de conditions climatiques favorables et gagnent 1 220 emplois (+ 2,9 %). Le redressement enregistré dans la construction de logements neufs se traduit par une hausse de l'emploi dans les activités immobilières (+ 1 %). Les activités financières et d'assurance et le secteur de

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles (données provisoires pour le 4^e trimestre 2015)

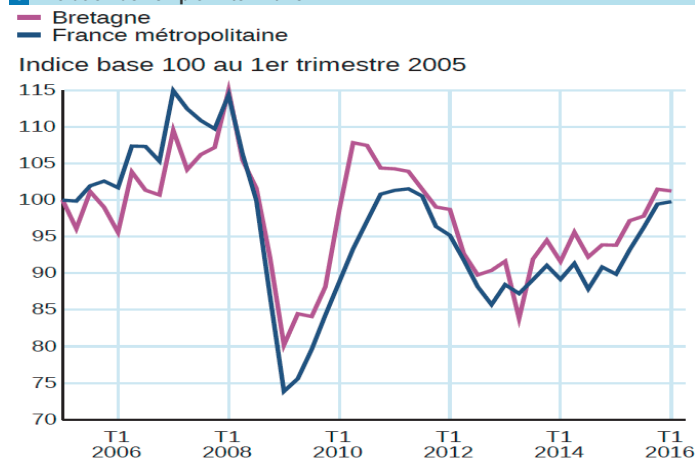
Source : Insee, estimations d'emplois

l'information et de la communication progressent respectivement de 0,7 % et 0,6 %, créant ainsi 240 et 170 emplois. La hausse est plus limitée dans les services aux entreprises (+ 0,3 % et 240 emplois créés) et les services aux ménages (+ 0,2 %). L'emploi dans les services marchands hors intérim progresse au même rythme en France métropolitaine.

Le **commerce** contribue à la bonne tenue de l'emploi au 1^{er} trimestre 2016. Il accentue sa reprise du trimestre précédent, gagnant 1 210 emplois (+ 0,8 %). En tenant compte de l'intérim, la progression est encore plus marquée (+ 1 %). Sur l'ensemble de la France métropolitaine, l'emploi dans le commerce augmente également, mais seulement de 0,3 %.

L'**emploi intérimaire** stoppe sa tendance à la hausse, perdant 80 emplois (figure 3). L'intérim diminue ainsi de 0,2 %, tout en restant à un niveau élevé. L'emploi intérimaire est en hausse de 7,9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2015. En France métropolitaine, l'intérim progresse de 2 %.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles (données provisoires pour le 4^e trimestre 2015)
Source : Insee, estimations d'emplois

L'emploi dans l'**industrie**, hors intérim, interrompt sa tendance baissière et gagne 690 emplois au 1^{er} trimestre 2016 (+ 0,4 %). Sur un an, l'emploi progresse légèrement. L'agroalimentaire est le principal moteur de cette reprise dans l'industrie, créant 780 emplois (+ 1,2 %). La fabrication de matériels de transport gagne 340 emplois, en lien avec le changement de secteur d'activité de deux entreprises importantes. L'entreprise Cordon Electronics transfère 186 effectifs de son établissement de Taden, spécialisé dans la « Réparation d'équipements de communication », vers celui de Quevert, réalisant de la « Fabrication d'équipements électriques et électroniques automobiles ». De même, l'entreprise DCNS redéploie 245 postes dédiés à la « Réparation et maintenance navale » à Brest vers son établissement de Guipavas spécialisé dans la « Construction de navires et de structures flottantes ». Une centaine d'emplois sont à nouveau détruits en Ile-et-Vilaine dans la fabrication de matériel de transports. Le secteur de la fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatiques et de la fabrication de machines récupère les emplois perdus au trimestre précédent (+ 0,7 %). L'emploi salarié est en baisse dans la fabrication d'autres produits industriels (- 0,7 %), principalement en raison du redéploiement des postes chez DCNS. Le secteur des industries extractives et du raffinage perd une centaine d'emplois (- 0,8 %). En intégrant l'intérim, les besoins en main-d'œuvre de l'industrie augmentent de 550 emplois, les industries agroalimentaires gagnant seulement 590 postes. En France métropolitaine, l'emploi industriel se contracte à nouveau.

La **construction** semble voir le bout du tunnel. Après 19 trimestres consécutifs de baisse, l'emploi salarié hors intérim gagne 40 emplois, progressant ainsi de 0,1 % au 1^{er} trimestre 2016. En

intégrant l'intérim, l'emploi dans la construction reste à la baisse (- 0,2 %) et détruit l'équivalent de 130 emplois.

L'emploi salarié croît dans tous les départements bretons. La hausse est particulièrement forte dans le Morbihan (+ 0,8 % soit + 1 130 emplois) et dans le Finistère (+ 0,7 % soit + 1 230 emplois). L'emploi augmente de 0,5 % en Ile-et-Vilaine (+ 1 220 emplois). Les Côtes-d'Armor ne gagnent qu'une trentaine d'emplois.

Dans le Morbihan, les services marchands hors intérim créent 640 emplois (+ 1,2 %), soit plus de la moitié de l'ensemble des emplois créés dans le département. Le commerce gagne 170 emplois (+ 0,5 %), l'industrie progresse de 0,3 % (+ 110 emplois), et l'intérim crée 230 emplois (+ 3,4 %). La construction est le seul secteur à perdre des emplois (- 0,1 %, soit 20 emplois détruits).

Dans le Finistère, les services marchands hors intérim et le commerce portent la croissance, gagnant respectivement 510 et 470 emplois (soit + 0,7 % et + 1,1 %). L'industrie gagne également 170 emplois (+ 0,4 %) et l'intérim une centaine (+ 1,3 %). La construction perd une dizaine d'emplois supplémentaires.

En Ile-et-Vilaine, tous les secteurs progressent, en dehors de l'intérim qui perd 90 emplois (- 0,7 %). Les emplois créés dans les services marchands hors intérim (+ 670, soit + 0,5 %) comptent pour moitié dans la croissance de l'emploi salarié du département. Le commerce progresse également fortement, gagnant 460 emplois (+ 0,9 %). L'industrie et la construction enregistrent des hausses respectives de 0,2 % et 0,3 %.

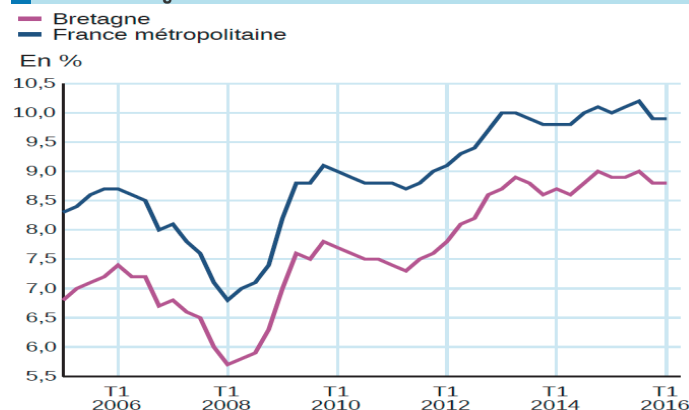
Enfin, dans les Côtes-d'Armor, la baisse de l'intérim (- 5,2 %, soit 310 emplois perdus) plombe l'évolution de l'emploi salarié. Le commerce progresse de 0,5 %, créant 110 emplois. L'industrie gagne 310 emplois (+ 1,1 %). Cette évolution est essentiellement imputable au redéploiement des effectifs de l'entreprise Cordon Electronics, aux dépens des services marchands hors intérim. Ceux-ci enregistrent ainsi une baisse de 0,2 %, perdant 80 emplois. La construction détruit une dizaine d'emplois supplémentaires (- 0,1 %).

Avertissement : l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Le taux de chômage reste stable

Au 1^{er} trimestre 2016, le taux de chômage en Bretagne se maintient à 8,8 % de la population active (figure 4). En France métropolitaine, il est stable également (9,9 %). Avec les Pays de la Loire, la région Auvergne-Rhône-Alpes et l'Île-de-France, la

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles (données provisoires pour le 4^e trimestre 2015)
Source : Insee, taux de chômage localisé (Bretagne), et au sens du BIT (France métropolitaine)

Bretagne figure toujours au premier rang des régions ayant le plus faible taux de chômage.

Ce trimestre, le taux de chômage croît légèrement (+ 0,1 point) dans les Côtes-d'Armor et dans le Finistère. Il est stable en Ile-et-Vilaine et dans le Morbihan. Le taux de chômage s'établit à 9,4 % dans le Morbihan, à 9,2 % dans le Finistère et dans les Côtes-d'Armor et à 8 % en Ile-et-Vilaine.

Le nombre de demandeurs d'emploi se stabilise

En Bretagne, fin mars 2016, 262 290 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en catégories A, B ou C, soit 0,1 % de moins qu'à la fin de l'année 2015. La légère baisse régionale est plus faible que celle observée en France métropolitaine (- 0,4 %). Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B ou C ralentit. Il progresse de 4,8 % au niveau régional et de 3 % au niveau national. Au 4^e trimestre 2015, la hausse annuelle s'établissait à 6,5 % et 5 % respectivement.

Le nombre de demandeurs d'emploi total est tiré à la baisse par celui des jeunes. Chez les moins de 25 ans, il diminue de 1 % par rapport au 4^e trimestre 2015 et ne progresse que de 0,4 % sur un an. À l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus continue de progresser, de 0,6 % sur un trimestre et de 9,1 % sur un an.

Le nombre de chômeurs de longue durée augmente lui aussi, de 1,4 % sur un trimestre et de 11,4 % sur un an.

Au niveau infrarégional, au 1^{er} trimestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B ou C diminue en Ile-et-Vilaine et dans le Morbihan (respectivement de 0,2 % et 0,3 % sur un trimestre), alors qu'il est stable dans les Côtes-d'Armor et augmente de 0,2 % dans le Finistère. Sur un an, il connaît une hausse comprise entre 4,5 % pour les Côtes-d'Armor et 5 % pour l'Ile-et-Vilaine. Cette augmentation en un an atteint 4,9 % dans le Finistère et 4,7 % dans le Morbihan.

Construction neuve : les signaux de reprise se confirment

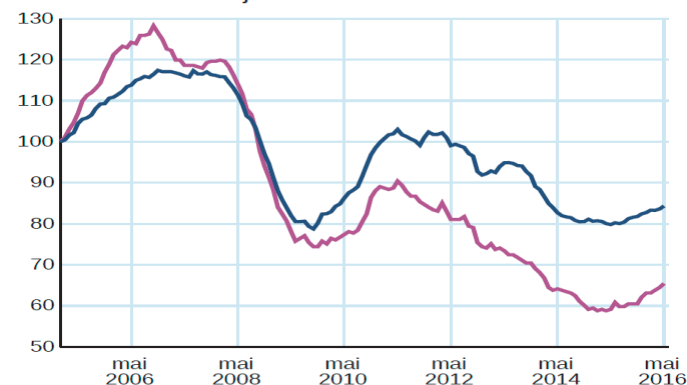
Les signes de reprise observés aux trimestres précédents semblent se confirmer au 1^{er} trimestre 2016. Les logements autorisés sont à nouveau en hausse avec une augmentation proche du niveau national. Le nombre de logements commencés croît également.

En cumul sur 12 mois, 21 600 logements ont été autorisés en Bretagne, soit une hausse de 11,3 % sur un trimestre et de 24,5 % sur un an (figure 5). L'Ile-et-Vilaine concentre l'essentiel de cette progression, avec 23,4 % de logements autorisés en plus qu'au trimestre précédent. En France métropolitaine, l'augmentation est nettement plus limitée, avec + 2 % sur un trimestre, alors que le

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction

— Bretagne
— France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2

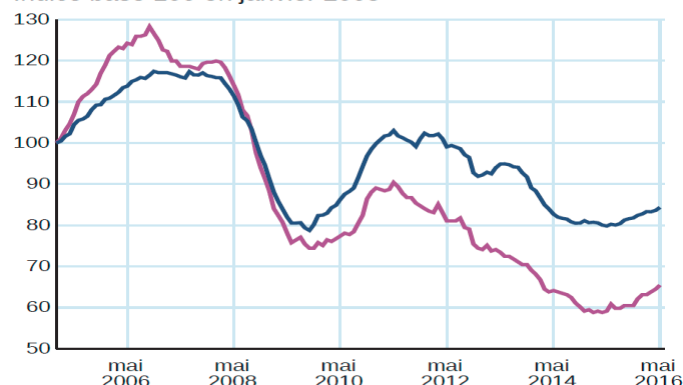
nombre de logements autorisés ne croît que de 8,2 % sur un an.

Sur la même période, 19 400 logements ont été commencés en Bretagne, ce qui correspond à une hausse de 3,1 % sur un trimestre et de 8,5 % sur un an (figure 6). La progression du nombre de logements commencés est surtout visible en Ile-et-Vilaine, où il croît de 8,6 %. En moyenne nationale, le nombre de logements commencés n'augmente que de 1 % sur le trimestre et de 3,4 % sur l'année.

6 Évolution du nombre de logements commencés

— Bretagne
— France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2

En Bretagne, avec 3 millions de m², le cumul annuel de surfaces de locaux autorisés augmente de 7,1 % sur un trimestre (+ 2,8 % en France). Seule la superficie de locaux commencés ne repart pas à la hausse au 1^{er} trimestre 2016 en Bretagne, avec 1,97 million de m², en baisse de 0,7 % sur un trimestre (+ 2,2 % en France).

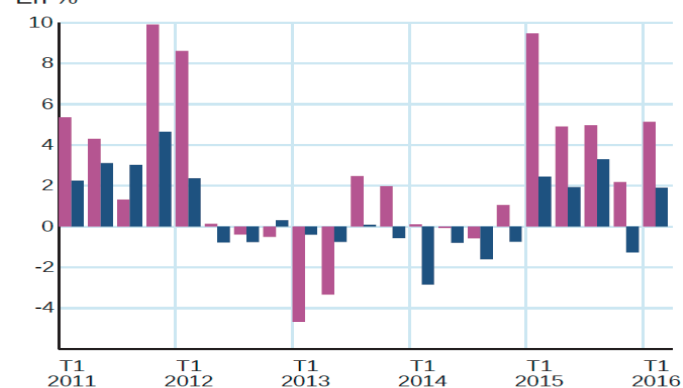
Le climat particulièrement doux favorise l'activité touristique

Au 1^{er} trimestre 2016, les hôtels bretons enregistrent 1 294 310 nuitées, en augmentation de 5,1 % par rapport au 1^{er} trimestre 2015 (figure 7). Tous les mois du trimestre ont connu une fréquentation plus forte qu'un an auparavant, et en particulier février (+ 6,6 %) et mars (+ 5,8 %). Ces bons chiffres sont à rapprocher de la douceur du climat de début d'année. Le nombre de nuitées des touristes français augmente de 4,8 %, avec notamment une hausse de 7,4 % en février. La fréquentation hôtelière des touristes étrangers croît de 9,2 % sur le trimestre. Au niveau national, le nombre trimestriel de nuitées augmente de 2 %.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

— Bretagne
— France métropolitaine

En %



Notes : données mensuelles brutes.

Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétropolées.

Sources : Insee ; direction du tourisme ; partenaires régionaux

Toujours plus de créations et moins de défaillances

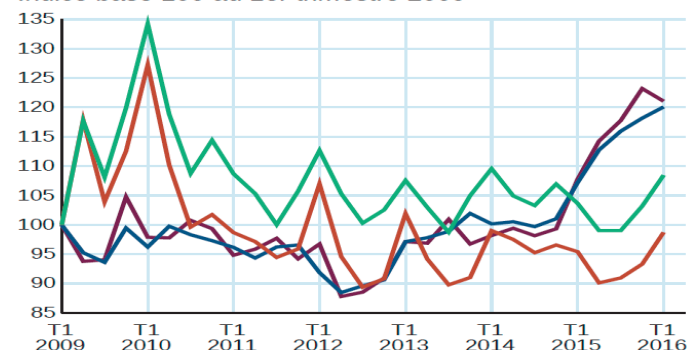
Au 1^{er} trimestre 2016, 4 969 entreprises ont été créées en Bretagne. Les créations enregistrent donc une troisième hausse consécutive, de 5,8 % par rapport au 4^e trimestre 2015. Les créations d'entreprises augmentent également, de 3,5 % sur un an (Figure 8). En France métropolitaine, le nombre de créations progresse de 5,1 % sur un trimestre et de 4,7 % sur un an.

Les micro-entreprises représentent environ 43 % des entreprises créées au 1^{er} trimestre. Pour ce type d'entreprises, les créations sont en hausse. Hors micro-entrepreneurs, le nombre de créations

8 Créations d'entreprises

■ Bretagne hors micro-entr.
■ France métro. hors micro-entr.
■ Bretagne y/c micro-entr.
■ France métro. y/c micro-entr.

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2009



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime de micro-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene)

Contexte national : la croissance française accélère au premier trimestre 2016 (+ 0,6 %)

En France, l'activité bénéficie d'impulsions extérieures. Le baril de pétrole reste mi-2016 environ moitié moins cher que mi-2014, ce qui contribue à une inflation encore faible, et stimule le pouvoir d'achat des ménages. Celui-ci est soutenu par la diffusion de l'accélération de l'activité à l'emploi. Avec le bas coût du pétrole, les entreprises redressent leur taux de marge, ce qui, couplé à la baisse des taux d'intérêt, améliore les conditions de financement de l'investissement productif. Celui-ci serait le principal facteur de l'accélération de l'activité en 2016. Au premier trimestre, des facteurs temporaires ont joué : rebond des dépenses de chauffage, de celles de services auparavant affectées par les attentats du 13 novembre ou préparation de l'Euro 2016 de football. Ainsi, au premier trimestre 2016, le produit intérieur brut (PIB) en volume accélère : + 0,6 %, après + 0,4 % au dernier trimestre 2015. En 2016, la croissance s'élèverait à + 1,6 %, sa plus forte hausse depuis 2011. L'accélération de l'activité et les politiques d'allègement du coût du travail stimuleraient l'emploi qui augmenterait de 210 000 en 2016. Le taux de chômage France entière baisserait à 9,8 % de la population active en fin d'année et à 9,5 % en France métropolitaine.

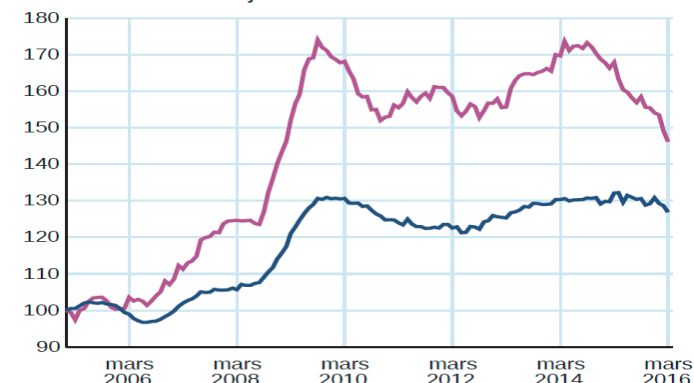
(2 836) est en baisse de 1,8 % par rapport au 4^e trimestre 2015, mais malgré tout en augmentation de 12,3 % sur un an. En France métropolitaine, les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont en hausse de 1,6 % sur un trimestre et de 12 % sur un an.

Entre avril 2015 et mars 2016, 2 460 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne. Par rapport au trimestre précédent, ce nombre est en recul de 5,2 %. L'évolution bretonne est plus favorable que pour l'ensemble de la France métropolitaine où la baisse n'est que de 3,1 % (figure 9). Sur un an, le nombre de défaillances diminue de 13 % en Bretagne, contre seulement 4,1 % au niveau national. ■

9 Défaillances d'entreprises

■ Bretagne
■ France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes au 11 mars 2016, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

Contexte international : la reprise s'auto-entretient dans la zone euro

Dans les pays émergents, l'activité est restée atone au premier trimestre 2016, après avoir beaucoup ralenti en 2015. Le produit intérieur brut du Brésil a continué de se contracter. En revanche, l'activité s'est stabilisée en Russie après plusieurs trimestres de recul. En Chine, l'activité a encore nettement ralenti et les importations ont fortement reculé. Au total, les importations des économies émergentes ont fortement diminué au premier trimestre, et le commerce mondial s'est contracté.

Au premier trimestre 2016, les exportations des économies avancées ont été déprimées par le manque de demande en provenance des pays émergents, ce qui a pesé sur la croissance. Dans la zone euro, l'activité a accéléré nettement, tirée par la production industrielle. Avec l'essoufflement des impulsions externes qui ont porté la croissance en 2015, comme la dépréciation de l'euro et la chute des prix du pétrole, les moteurs internes prennent le relais. Stimulée par une nouvelle progression de l'emploi et des salaires, la consommation privée continue en effet de soutenir l'activité, si bien que la reprise s'auto-entretient dans la zone euro.

Insee Bretagne
36 place du Colombier - CS 94439
35044 Rennes Cedex

Directeur de la publication :
Olivier Biau

Rédacteur en chef :
Jean-Marc Lardoux

ISSN : 2416 - 9110
@Insee 2016

Pour en savoir plus

- Début 2016, le pouvoir d'achat des ménages et le taux de marge des entreprises augmentent de nouveau / Insee - Dans : *Tableau de bord de la conjoncture* (2016, juin)
- Note de conjoncture : la reprise s'auto-entretient dans la zone euro / Insee Conjoncture (2016, juin)
- L'emploi augmente de nouveau au premier trimestre 2016 / Insee - Dans : *Informations rapides* – Emploi salarié ; n°149 (2016, juin) - 2 p.
- 4^e trimestre 2015 : la reprise enfin visible sur le marché du travail / Hervé Bovi ; Insee Bretagne - Dans : *Insee Conjoncture Bretagne* ; n°9 (2016, avril) - 4 p.

